

PETIT DEJEUNER – DEBAT ANIME PAR M. JOËL RUET

*"Investissement, zones économiques spéciales (ZES) et corridors économiques :
De l'innovation dans le commerce international."*

Hôtel Hilton – Alger Dimanche 30 Janvier 2011 – 8h30

AVEC LE SOUTIEN DE LA FONDATION FRIEDRICH NAUMANN

Friedrich Naumann
STIFTUNG **FÜR DIE FREIHEIT**

REVUE DE PRESSE



Dimanche 30 Janvier 2011
Zahia Bouaziz

ALGER, 30 jan 2011 (APS) - Experts et hommes d'affaires ont plaidé dimanche à Alger pour l'instauration d'un "corridor économique" entre l'Algérie et ses voisins pour réaliser "une intégration régionale réussie". Les participants à une rencontre organisée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) ont estimé que la réalisation de ce corridor est devenue "une nécessité incontournable" pour faire face aux enjeux de la mondialisation. Ils ont souligné, dans ce contexte, l'importance pour l'Algérie de s'inspirer de l'expérience du corridor Hong-Kong/ Shenzhen (Chine) pour l'établissement de relations économiques et commerciales bénéfiques avec les autres pays de la région du Maghreb.

Selon M. Joël Ruet, économiste et chercheur français, "on commerce toujours mieux avec son voisin" et le succès de la zone de Shenzhen "en est la preuve éclatante", a-t-il soutenu. "En vingt ans, la région de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs grâce à ce corridor économique qui a aussi rendu possible des investissements de Chine à Hong-Kong impossibles jusqu'alors", a indiqué cet expert.

Pour cet économiste, l'avantage du corridor économique réside dans sa "flexibilité", relevant qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable. Il a affirmé que l'Algérie conserve des marges de manœuvres dans les choix du modèle mondial d'insertion dans l'économie internationale, qu'elle voudra effectuer. "Avec une bonne stratégie, elle pourrait bénéficier de l'avantage d'entrant tardif, bénéficiant du retour d'expériences d'autres pays ", a-t-il ajouté. Le vice-président de CARE, M. Slim Othmani, a appelé également pour l'instauration d'un corridor économique entre l'Algérie et ses voisins, se basant sur une approche qui fait passer en premier lieu les intérêts des pays maghrébins loin des antagonismes politiques.

Pour l'expert M. Lakhdar Kheldoun, de l'association des industriels algériens, l'intégration économique régionale réussie est considérée comme facteur de croissance et de développement à long terme, soulignant que "la création de zones économiques spéciales signifie forcément l'établissement d'une intégration économique maghrébine". M. Kheldoun estime que l'espace économique maghrébin dispose de nombreux atouts, qui peuvent être mis à profit pour le développement économique de la région pour peu que les dirigeants parviennent à dépasser toutes les contingences.

Il a soutenu que la mise en place des zones économiques spéciales en Algérie (ZES), qui sont des enclaves industrielles privées exemptées d'impôts, avec de solides infrastructures, pour attirer des entreprises étrangères et locales, offrira la possibilité de créer un pôle économique régional. Il a regretté, toutefois, que l'Algérie ne dispose pas d'un ministère de l'Economie pour gérer ces méga-zones.



Lundi 31 Janvier 2011
Zoubir Gadoum

Experts et hommes d'affaires ont plaidé dimanche à Alger pour l'instauration d'un "corridor économique" entre l'Algérie et ses voisins pour réaliser "une intégration régionale réussie". Les participants à une rencontre organisée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) ont estimé que la réalisation de ce corridor est devenue "une nécessité incontournable" pour faire face aux enjeux de la mondialisation. Ils ont souligné, dans ce contexte, l'importance pour l'Algérie de s'inspirer de l'expérience du corridor Hong-Kong/ Shenzhen (Chine) pour l'établissement de relations économiques et commerciales bénéfiques avec les autres pays de la région du Maghreb.

Selon M. Joël Ruet, économiste et chercheur français, "on commerce toujours mieux avec son voisin" et le succès de la zone de Shenzhen "en est la preuve éclatante", a-t-il soutenu. "En vingt ans, la région de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs grâce à ce corridor économique qui a aussi rendu possible des investissements de Chine à Hong-Kong impossibles jusqu'alors", a indiqué cet expert. Pour cet économiste, l'avantage du corridor économique réside dans sa "flexibilité", relevant qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable. Il a affirmé que l'Algérie conserve des marges de manœuvres dans les choix du modèle mondial d'insertion dans l'économie internationale, qu'elle voudra effectuer. "Avec une bonne stratégie, elle pourrait bénéficier de l'avantage d'entrant tardif, bénéficiant du retour d'expériences d'autres pays", a-t-il ajouté.

Le vice-président de CARE, M. Slim Othmani, a appelé également pour l'instauration d'un corridor économique entre l'Algérie et ses voisins, se basant sur une approche qui fait passer en premier lieu les intérêts des pays maghrébins loin des antagonismes politiques. Pour l'expert M. Lakhdar Kheldoun, de l'association des industriels algériens, l'intégration économique régionale réussie est considérée comme facteur de croissance et de développement à long terme, soulignant que "la création de zones économiques spéciales signifie forcément l'établissement d'une intégration économique maghrébine".

M. Kheldoun estime que l'espace économique maghrébin dispose de nombreux atouts, qui peuvent être mis à profit pour le développement économique de la région pour peu que les dirigeants parviennent à dépasser toutes les contingences. Il a soutenu que la mise en place des zones économiques spéciales en Algérie (ZES), qui sont des enclaves industrielles privées exemptées d'impôts, avec de solides infrastructures, pour attirer des entreprises étrangères et locales, offrira la possibilité de créer un pôle économique régional. Il a regretté, toutefois, que l'Algérie ne dispose pas d'un ministère de l'Economie pour gérer ces méga-zones.



Lundi 31 Janvier 2011
Par H.F.

Pour un corridor économique entre les pays du Maghreb "Dépasser les divergences politiques"

Le Maghreb ne peut rester à l'écart de la mondialisation, c'est le constat de tous les spécialistes. Mais, en dépit de ses richesses et ses potentialités, il demeure d'un poids économique insignifiant dans le commerce mondial, et les échanges entre les pays qui le composent, eux aussi, infimes, ce qui fragilise davantage sa place sur l'échiquier économique mondial. Face à cette situation largement en deçà des aspirations, des experts et des hommes d'affaires, qui se sont rencontrés hier à l'hôtel Hilton, ont plaidé pour l'instauration d'un "corridor économique" entre l'Algérie et ses voisins pour réaliser "une intégration régionale réussie".

Durant cette rencontre, organisée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), les participants sont allés jusqu'à juger la réalisation de ce corridor "d'une nécessité incontournable" pour faire face aux enjeux de la mondialisation. Ils ont, tour à tour, souligné l'importance pour l'Algérie de s'inspirer de l'expérience du corridor Hong-Kong/ Shenzhen (Chine) pour l'établissement de relations économiques et commerciales bénéfiques avec les autres pays de la région du Maghreb. M. Joël Ruet, économiste et chercheur français, dira à ce propos: "On commerce toujours mieux avec son voisin et le succès de la zone de Shenzhen "en est la preuve éclatante.

En vingt ans, la région de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs grâce à ce corridor économique qui a aussi rendu possible des investissements de Chine à Hong-Kong impossibles jusqu'alors". "L'avantage du corridor économique, dira encore cet économiste, réside dans sa flexibilité, relevant qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable". Assurant que l'Algérie jouit des marges de manœuvres dans les choix du modèle mondial d'insertion dans l'économie internationale, il affirmera qu'avec une bonne stratégie l'Algérie pourrait bénéficier de l'avantage d'entrant tardif, bénéficiant du retour d'expériences d'autres pays. Slim Othmani, vice-président de Care, est allé dans le même sens, se basant sur une approche qui fait passer en premier lieu les intérêts des pays maghrébins loin des antagonismes politiques.

M. Lakhdar Kheldoun de l'association des industriels algériens, qui intervenait durant la rencontre, assurera que l'intégration économique régionale réussie est considérée comme facteur de croissance et de développement à long terme. Il soulignera, également, que "la création de zones économiques spéciales signifie forcément l'établissement d'une intégration économique maghrébine".

Le même industriel a estimé que l'espace économique maghrébin dispose de nombreux atouts, qui peuvent être mis à profit pour le développement économique de la région pour peu que les dirigeants parviennent à dépasser toutes les contingences. Il a soutenu que la mise en place des zones économiques spéciales en Algérie (ZES), qui sont des enclaves industrielles privées exemptées d'impôts, avec de solides infrastructures pour attirer des entreprises étrangères et locales, offrira la possibilité de créer un pôle économique régional. Il a regretté, toutefois, que l'Algérie ne dispose pas d'un ministère de l'Economie pour gérer ces méga-zones.



Lundi 31 Janvier 2011
Kaddour Daghefli

Le groupe CARE lance la réflexion : Des corridors économiques pour favoriser l'intégration au Maghreb

Les corridors économiques seront-ils un modèle pour l'intégration économique au Maghreb ? C'est le débat qu'a organisé hier le groupe CARE, centre de réflexion autour de l'entreprise.

Cette association qui a confié l'étude à un économiste algérien veut relancer le débat. Autour de la table, des chercheurs, des économistes, des universitaires et chefs d'entreprises. Un invité de marque pour ce thème, M. Joel Ruet, économiste et chercheur au CNRS qui précise que le «laboratoire chinois peut offrir une opportunité nouvelle au modèle algérien, par le commerce comme par le modèle industriel». Pour le chercheur français qui suit de près ces modèles asiatiques, c'est tout à fait simple, «on commerce avec son voisin».

Pour preuve, on gagne déjà en termes de coûts du transport dans les échanges que d'aller aussi loin. Pour revenir à cette expérience chinoise, l'économiste insiste sur ce couplage réussi de la Chine continentale avec Hong Kong qui a permis la naissance de toute une ville industrielle, la célèbre zone de Shenzhen. Les chiffres sont là, la zone est connue mondialement pour son dynamisme économique. Elle réalise le 1/7e des exportations de Chine soit l'équivalent de 200 milliards de dollars/an. «Ce sont, de plus, des produits de haute technologie à 53%», dira M. Ruet. Il y a un autre exemple, l'Inde, ajoute l'économiste français et celui-ci peut nous intéresser puisque il présente des «similitudes» avec les pays du Maghreb qui ont des problèmes de frontières. L'Inde a, elle aussi, des différends de ce type avec la Chine, mais cela ne les a pas tous deux empêchés de «travailler dans le sens de cette intégration», plaide-t-il.

En cinq ans, les deux pays sont passés de près de un milliard de dollars d'échanges à 60 milliards. Et ils se proposent d'atteindre les 100 milliards en 2015. Ce qui laisse encore présager un bel avenir à l'économie indienne, c'est que beaucoup d'entreprises de télécommunication (celles qui ont fait le bonheur des Chinois), ou spécialisées dans les centrales thermiques sont déjà là, en Inde», dit-il. Pour M. Ruet, il n'y a pas de doute, le «near shoring», le modèle qu'il défend, c'est-à-dire un business de proximité «a un bel avenir au Maghreb».

Les réticences n'ont pas manqué et pour cause, au-delà des blocages d'ordre politique, le conflit des frontières, les économistes algériens se posent la question de savoir d'abord, s'il y a une volonté politique à développer ces corridors. De plus, en terme économique, il y a «un problème de taille des marchés», dira le Dr Abdelmajid Bouzidi, l'Inde et la Chine, ce n'est pas l'Algérie et la Tunisie. Et ce n'est pas fini, car «il faut trancher la question de savoir quel type de zones économiques on veut pour les pays du Maghreb? Est-ce qu'il s'agit de zones industrielles ou commerciales... Les intervenants ont gonflé le niveau des incertitudes, il ne faut pas se le cacher, disent-ils la Chine et l'Inde ont de «véritables entrepreneurs», ce qui «n'est pas le cas chez nous», selon une universitaire.

D'autres, en revanche, sont plus optimistes, il ne faut pas avoir peur, «les corridors existent déjà entre les pays du Maghreb», disent-ils, «à travers leur diaspora en Europe». Et ces corridors seront encore «un test de compétitivité pour nos produits», dira un industriel. Il faut noter que l'option zone franche a été tentée, il y a quelques années en Algérie à travers l'expérience de Bellara qu'on voulait de type industriel.

Cette disposition sera abrogée un peu plus tard. Toutefois, les corridors semblent une conception plus restrictive contrairement à la première qui est, elle, ouverte à l'investissement industriel d'une manière globale. Le groupe de réflexion, Care, travaille en fait sur cette idée depuis trois ans, dans l'espoir de «trouver des synergies potentielles entre les pays du Maghreb», reconnaît un membre de l'association.

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Lundi 31 Janvier 2011
Par Zhor Hadjam

CORRIDORS ÉCONOMIQUES INTER-MAGHRÉBINS

«Une option pour contourner les différends politiques»

- **La création d'un corridor économique est la solution idoine pour contourner les obstacles politiques et booster les échanges inter-maghrébins.**

L'impulsion d'une dynamique économique entre l'Algérie et ses voisins est au centre des préoccupations de beaucoup de chefs d'entreprises et économistes qui estiment que la création d'un corridor économique est la solution idoine pour contourner les obstacles politiques et booster les échanges inter-maghrébins. C'est l'idée qui a été lancée hier par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) qui croit fermement en la possibilité d'une intégration régionale de l'économie maghrébine, à l'image des expériences réussies d'échanges économiques menées entre la Chine et Hong Kong, d'une part, et la Chine et l'Inde, de l'autre, malgré les tensions politiques.

Le débat animé hier par Joël Ruet, économiste français, a permis de mettre en avant le succès de la zone de Shenzhen, située entre la Chine et Hong Kong, et qui, grâce à un statut de zone économique spéciale, est devenue florissante sur le plan économique et démographique après avoir été pensée dans les années quatre-vingt comme un lieu d'expérimentation de la politique d'ouverture aux investissements étrangers. «Cette expérience du corridor Hong Kong- Shenzhen peut inspirer l'instauration de relations économiques et commerciales bénéfiques entre l'Algérie et ses voisins», a notamment déclaré hier l'expert français, spécialiste des économies émergentes.

Ce dernier estime que «l'Algérie pourra bénéficier grâce à une bonne stratégie, d'un avantage d'entrant tardif – la plupart des pays ayant déjà choisi leur modèle économique – en bénéficiant du retour d'expérience d'autres pays».

Pour sa part, Slim Othmani, chef d'entreprise et vice-président de CARE, affirme l'ouverture nécessaire d'un corridor entre l'Algérie et le Maroc par exemple, sans interférence avec le processus politique et la décision de fermeture des frontières. «Nous voulons reconstruire la dynamique maghrébine, c'est une demande pressante que nous adressons aux pouvoirs publics», a dit M. Othmani. Le point de passage pourrait être contrôlé par des commissions gouvernementales des deux pays et observé pour évaluer son succès commercial dans un premier temps, puis la possibilité d'y créer une véritable assise industrielle selon notre interlocuteur qui, comme beaucoup d'économistes ayant intervenu hier, estime primordial d'aller dans ce sens pour impulser une véritable dynamique économique maghrébine.

Slim Othmani reprend l'exemple du modèle chinois pour dire que les réticences algériennes envers ce genre d'initiative économique n'ont pas lieu d'être car les règles du jeu peuvent être définies dès le départ et restreintes à un espace géographique donné. «Cette démarche permet de faire marche arrière ou au contraire d'encourager l'installation d'échanges économiques pérennes», a ajouté M. Othmani. M. Ruet estime également que «les politiques peuvent avancer de manière graduelle et définir leur propre conception du projet de corridor». Les experts présents à la rencontre d'hier déplorent que les voisins maghrébins s'ignorent et soient tournés exclusivement vers l'Europe, alors que les possibilités d'échanges sont énormes et prometteuses. L'idée principale reprise par les uns et les autres est de faire de l'espace maghrébin un ensemble économique complémentaire et fort face à ses vis-à-vis dans le monde, ce qui serait un gage d'intégration réussie dans l'économie mondiale.



Lundi 31 Janvier 2011
Amar Aouimer

Investissements, zones économiques spéciales et corridors économiques Les experts : "Faire du Maghreb un espace d'échanges commerciaux"

Les exemples d'intégration économique et d'échanges commerciaux entre la Chine Continentale et la province de Hong Kong, la coopération industrielle et technologique sino-indienne, les opportunités d'intégration au niveau des pays du Maghreb et la globalisation des rapports marchands mondiaux, sont les principaux sujets abordés, hier, à l'hôtel Hilton d'Alger, par des experts, lors d'une conférence-débat organisée par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE).

Cette importante rencontre ayant pour thème central : «Investissements, zones économiques (ZES) et corridors économiques : l'innovation dans le commerce international» a permis de cerner la problématique générale de la coopération économique et commerciale, entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Le Président-directeur général de l'entreprise Nouvelles conserveries algériennes (NCA) Rouiba, Slim Othmani, a affirmé : «Le stade des études et de documentation est largement dépassé au Maghreb, par conséquent, l'heure est, aujourd'hui, à l'ouverture des activités d'intégration. Il faut laisser le commerce faire la concurrence dans les pays maghrébins et les gens seront incités à investir dans l'industrie». Il estime également que «l'importateur trouve son compte lorsqu'il a toutes les opportunités et dans des conditions de concurrence. Or, l'Algérie n'est pas ouverte pour un espace économique au Maghreb», allusion faite à la fermeture de la frontière algéro-marocaine. Il a fait savoir qu'il ne peut pas réaliser des opportunités d'investissement ou d'échanges commerciaux au Maroc alors que les entrepreneurs marocains sont capables d'investir en Algérie.

Dans le contexte actuel caractérisé par la mondialisation, Othmani recommande l'interdépendance des rapports et estime qu'«aujourd'hui, il est indispensable de penser en termes d'intégration économique. Le gouvernement algérien est d'accord pour la coopération au Maghreb, mais il est impérieux d'y réfléchir concrètement et décortiquer les études sur les synergies potentielles entre les pays, sachant que la situation n'est pas assez structurée sur la question ». Techniquement, il dira que qu'il est difficile de le faire même s'il existe un manifeste sur l'intégration économique au Maghreb. «Nous avons discuté avec les responsables du Maroc et nos voisins sur la dynamique d'intégration régionale, mais il y a des réticences, d'où l'inquiétude qui s'installe. Nous n'avons même pas d'alternative pour y aller tandis que le Maroc et la Tunisie activent».

Et puis, il faudra déceler ce que gagnerons avec l'intégration (autrement dit les Zones de libre-échange), a-t-il fait remarquer. Selon les experts, si l'Algérie hésite ou temporise pour adhérer aux différentes Zones de libre-échange entre les pays maghrébins, d'une part, et les pays arabes, d'autre part, c'est parce quelle cherche à savoir quelle est la finalité de l'intégration et évaluer ce que cela peut lui rapporter.

«C'est la raison pour laquelle les responsables algériens refusent toute forme de zone de libre-échange» estiment-ils. «Il faut cerner où se situe le bénéfice en intégrant les zones économiques et le fait d'être ensemble. Il faut laisser faire les entreprises et les synergies viendront d'elles mêmes. Il s'agit, donc, d'arrêter de dire qu'on va faire des études et élaborer des documents, et réfléchir, car on est dans une situation d'urgence et des pays évoluent plus rapidement que d'autres... ».

L'Algérie et le Maghreb peuvent s'inspirer du modèle Hong Kong-Shenzhen (Chine)

Pour sa part, Joël Ruet, économiste et chercheur au CNRS à Pékin et à l'école des mines et des ponts et chaussées de Paris, a fait un long exposé sur l'intégration économique entre la Chine et Hong Kong, d'une part, et entre la Chine et l'Inde d'autre part, en précisant que «ces deux pays ont commencé à commercer en 2005 avec un montant d'échanges économiques évalué à 1 milliard de dollars alors qu'aujourd'hui, avec un corridor économique ils sont arrivés à plus de 60 milliards de dollars. Aussi, en 2015, la Chine et l'Inde dépasseront le seuil de 100 milliards de dollars en termes d'échanges commerciaux dont 53 % concernent l'exportation de produits de haute valeur ajoutée». La complémentarité économique entre ces deux pays les plus peuplés de la planète est un exemple d'intégration et de coopération régionale, selon Ruet qui précise que «la Chine accélère le développement économique de l'Inde, notamment dans le domaine de l'électronique et des télécommunications où de nombreuses entreprises chinoises sont présentes en Inde en participant à la promotion des entreprises locales ».

Pour ce qui est des centrales électriques et thermiques, un contrat régit les deux pays pour la fourniture d'équipements d'une valeur de 10 milliards de dollars. Il s'agit, selon cet expert, de savoir comment les pays doivent s'insérer dans l'économie mondiale en bénéficiant des avantages comparatifs et des bienfaits de la spécialisation. «Car, un pays a intérêt à se spécialiser, le temps change alors qu'il faut ajouter le paramètre géographique et la distance et les coûts de transport des marchandises et des biens» a-t-il souligné, ajoutant que «l'essentiel consiste également à prendre en considération l'intégration, mais aussi la proximité. Les gens ont des difficultés d'intégrer la proximité en prenant en compte les coûts salariaux, la délocalisation sachant que le secteur du textile est dominée par la Chine». Ruet montre que «l'économie mondiale sert à un tournant, ceci offre éventuellement, une opportunité nouvelle au modèle algérien, par le commerce comme par les modèles industriels, la preuve par le laboratoire chinois.

Il est important de faire des choix stratégiques dans le déploiement des relations commerciales internationales, alors pourquoi ne pas favoriser le «nearshoring» à l'heure où les avantages-prix de la Chine lointaine vont s'estomper». Les experts du CARE estiment «qu'il faut toujours commercer mieux avec son voisin, le succès de la zone de Shenzhen en Chine, limitrophe de Hong Kong en est la preuve éclatante. En 20 années, la municipalité de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs, rendu possible et sécurisé le retour des investissements de la diaspora via la plate-forme de Hong Kong...». Aussi, cette expérience du corridor Hong Kong-Shenzhen peut inspirer, selon le CARE, l'instauration de relations économiques et commerciales bénéfiques entre l'Algérie et ses voisins.



Lundi 31 Janvier 2011
Rebiha Akriche

Les échanges économiques intermaghrébins sont très bas; ils affectent le développement de l'économie de la région. C'est l'avis émis hier par Slim Othmani, vice-président du cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), en marge d'un débat organisé à l'hôtel Hilton. La fermeture des frontières est l'un des facteurs qui bloquent notamment entre l'Algérie et le Maroc. On subit mutuellement et douloureusement les conséquences. Il a appelé à cet effet à l'instauration d'un corridor économique entre l'Algérie et ses voisins. Les choses peuvent changer en se basant sur une approche qui fait passer en premier lieu les intérêts des pays maghrébins loin des antagonismes politiques.

Tous les chefs d'entreprises sont d'accord sur le principe de créer des corridors sinon des points de passage entre les pays du Maghreb notamment à la frontière algero-marocaine lesquels seront supervisés par une commission mixte. Les experts et hommes d'affaires présents à cette rencontre ont plaidé pour l'instauration d'un « corridor économique » entre l'Algérie et ses voisins pour réaliser « une intégration régionale réussie » d'abord sur le plan commercial ensuite l'industrie.

Ils ont estimé que la réalisation de ce corridor est devenue « une nécessité incontournable » pour faire face aux enjeux de la mondialisation. Ils ont souligné dans ce contexte l'importance pour l'Algérie de s'inspirer de l'expérience du corridor Hong-Kong/ Shenzhen (Chine) pour l'établissement de relations économiques et commerciales bénéfiques avec les autres pays de la région du Maghreb. Selon Joël Ruet, économiste et chercheur français, « on commerce toujours mieux avec son voisin » et le succès de la zone de Shenzhen « en est la preuve éclatante », a-t-il soutenu.

« En vingt ans, la région de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs grâce à ce corridor économique qui a aussi rendu possible des investissements de Chine à Hong-Kong impossibles jusqu'alors », a indiqué cet expert. Pour cet économiste, l'avantage du corridor économique réside dans sa « flexibilité », relevant qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable.

Il a affirmé que l'Algérie conserve des marges de manœuvres dans les choix du modèle mondial d'insertion dans l'économie internationale qu'elle voudra effectuer. « Avec une bonne stratégie, elle pourrait bénéficier de l'avantage d'entrant tardif, bénéficiant du retour d'expériences d'autres pays », a-t-il ajouté.

Pour l'expert Lakhdar Kheldoun, de l'association des industriels algériens, l'intégration économique régionale réussie est considérée comme facteur de croissance et de développement à long terme, soulignant que « la création de zones économiques spéciales signifie forcément l'établissement d'une intégration économique maghrébine ».

M. Kheldoun estime que l'espace économique maghrébin dispose de nombreux atouts qui peuvent être mis à profit pour le développement économique de la région pour peu que les dirigeants parviennent à dépasser toutes les contingences.

Il a soutenu que la mise en place des zones économiques spéciales en Algérie (ZES), qui sont des enclaves industrielles privées exemptées d'impôts, avec de solides infrastructures pour attirer des entreprises étrangères et locales, offrira la possibilité de créer un pôle économique régional. Il a regretté toutefois que l'Algérie ne dispose pas d'un ministère de l'Economie pour gérer ces mégazones.



Lundi 31 Janvier 2011
Badiaa Amarni

Pour dynamiser les échanges économiques Care plaide pour un corridor économique entre l'Algérie et le Maroc

«Investissements, zones économiques spéciales (ZES) et corridors économiques : de l'innovation dans le commerce international» a été le thème débattu, hier, à l'hôtel Hilton par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), en présence d'hommes d'affaires, des économistes et de représentants des institutions bancaires et d'assurances.

L'idée générale qui se dégage des débats est que les échanges économiques intermaghrébins sont trop bas et affectent le devenir économique des pays de la région du Maghreb. Selon les participants à ce débat, l'un des facteurs bloquants dans la dynamisation des échanges maghrébins est la fermeture des frontières avec le Maroc. D'où un plaidoyer pour l'ouverture d'un corridor économique pour le passage des marchandises entre l'Algérie et ses voisins.

Sans vouloir interférer dans les aspects politiques de la chose, Care invite les pouvoirs publics à s'inspirer des corridors entre l'Inde et la Chine et la Chine et Hong Kong qui ont permis le développement de leur économie et d'augmenter le volume de leurs échanges. Pour l'exemple de la Chine et de l'Inde, l'ouverture d'un corridor économique a permis d'augmenter le volume des échanges commerciaux à 60 milliards de dollars, alors qu'ils étaient à peine de 2 milliards de dollars il y a cinq ans. L'expérience du corridor économique mis en place par la Chine et Hong Kong a, elle aussi, permis l'émergence et la naissance de la zone de Shenzhen. En vingt ans, la municipalité de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs et rendu possible le retour des investissements de la diaspora via la plate-forme de Hong Kong.

L'idée d'instaurer des corridors économiques doit être accompagnée par la mise en place d'une commission pour superviser et contrôler les opérations de passage des marchandises, ont suggéré les participants à cette rencontre qui voient en cette démarche «une nécessité pour faire face aux enjeux de la mondialisation» et réussir «une intégration régionale». Intervenant à l'occasion, M. Joël Ruet, économiste et chercheur français, signale qu'«on commerce toujours mieux avec son voisin et le succès de la zone de Shenzhen en est la preuve éclatante». Selon lui, «l'avantage du corridor économique réside dans sa flexibilité et du fait qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable».

Pour le vice-président de Care, M. Slim Othmani, le corridor économique constitue un seul point de passage des marchandises supervisé par une commission qui se réunira pour évaluer l'impact global sur les régions algéro-marocaines et sur l'économie du Maghreb en général, dont la dynamique n'est pas compétitive actuellement. Pour M. Othmani, «cette ouverture permettra l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale». Care espère que cette réflexion et cette piste pressante puissent retenir l'attention des pouvoirs publics pour aller de l'avant et développer l'économie nationale. Le prochain débat de Care sera animé autour des fonds souverains.

LE FINANCIER

Quotidien de l'économie & de l'information

Dimanche 30 Janvier 2011

La CARE relance le débat sur l'intégration maghrébine : Créer un corridor économique entre l'Algérie et ses voisins

«On commerce mieux avec son voisin». C'est là l'expression leitmotiv qui a constitué le fil rouge des la rencontre organisée, hier, par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) et qui a regroupé des experts et des hommes d'affaires. Les participants ont plaidé à l'occasion pour l'instauration d'un «corridor économique» entre l'Algérie et ses voisins pour réaliser une intégration régionale réussie. Ce corridor est devenu «une nécessité incontournable» pour faire face aux enjeux de la mondialisation.

Ils ont souligné, dans ce contexte, l'importance pour l'Algérie de s'inspirer de l'expérience du corridor Hong-Kong/ Shenzhen (Chine) pour l'établissement de relations économiques et commerciales bénéfiques avec les autres pays de la région du Maghreb.

Selon M. Joël Ruet, économiste et chercheur français, «on commerce toujours mieux avec son voisin» et le succès de la zone de Shenzhen «en est la preuve éclatante», a-t-il soutenu. «En vingt ans, la région de Shenzhen a capté un énorme volume d'investissements extérieurs grâce à ce corridor économique qui a aussi rendu possible des investissements de Chine à Hong-Kong impossibles jusqu'alors», a indiqué cet expert. Pour cet économiste, l'avantage du corridor économique réside dans sa «flexibilité», relevant qu'aucune étude de faisabilité n'est nécessaire au préalable. Il a affirmé que l'Algérie conserve des marges de manœuvres dans les choix du modèle mondial d'insertion dans l'économie internationale, qu'elle voudra effectuer.

«Avec une bonne stratégie, elle pourrait bénéficier de l'avantage d'entrant tardif, bénéficiant du retour d'expériences d'autres pays», a-t-il ajouté. Le vice-président de CARE, M. Slim Othmani, a appelé également à l'instauration d'un corridor économique entre l'Algérie et ses voisins, se basant sur une approche qui fait passer en premier lieu les intérêts des pays maghrébins loin des antagonismes politiques. Pour l'expert M. Lakhdar Kheldoun, de l'association des industriels algériens, l'intégration économique régionale réussie est considérée comme facteur de croissance et de développement à long terme, soulignant que «la création de zones économiques spéciales signifie forcément l'établissement d'une intégration économique maghrébine».

M. Kheldoun estime que l'espace économique maghrébin dispose de nombreux atouts, qui peuvent être mis à profit pour le développement économique de la région, pour peu que les dirigeants parviennent à dépasser toutes les contingences.

Il a soutenu que la mise en place des zones économiques spéciales en Algérie (ZES), qui sont des enclaves industrielles privées exemptées d'impôts, avec de solides infrastructures pour attirer des entreprises étrangères et locales, offrira la possibilité de créer un pôle économique régional. Il a regretté, toutefois, que l'Algérie ne dispose pas d'un ministère de l'Economie pour gérer ces méga-zones.



Ennahar
Dimanche 31 Janvier 2011
Radia Hadjab

رجال أعمال جزائريون ينادون بفتح نقطة عبور تجارية بين الجزائر والمغرب

جديد ما من شأنه إنعاش المغرب العربي ككل، بعيدا عن كل ما هو مرتبط بالسياسة فما يهم هو بناء اقتصاد قوي وحقيقي في المنطقة، أما السيدة لامية دالي يحيى، منسقة المشروع المحلي لشبكة المؤسسات المغاربية من أجل البيئة فقالت أن ذات الخطوة من شأنها تطوير المجتمعات المغاربية وكذا تجنب الدولتين الخسائر المادية الكبيرة التي تلحق باقتصادهما جراء التهريب والسوق الموازية، مؤكدة من جهة أخرى وجود تجار جزائريين كثيرين يدخلون المغرب ويملكون تجارات رابحة هناك، متسائلة عن السبب الذي يحول دون فتح نقطة تبادل تجاري بعيدا عن السياسة وعن الخلافات المتعلقة بهذا الشق بين البلدين. راضية حجاب

المباشرة لغلق الحدود بين الجزائر والمغرب، مضيفا أن ذات الوضعية ساهمت في إنشاء حواجز بين اقتصاد البلدين الذي لا يزال يعمل نوعا ما، فيما يعرف بالتجارة الموازية السوق السوداء والتي يسيطر عليها المهربون بشكل كبير، مستغريا الأسباب التي جعلت البلدين يسمحان بتنقل الأشخاص بصفة عابية جوا، فيما تمتنع عن إجراء تبادلات تجارية من شأنها النهوض بالمنطقة ككل "الجزائر-المغرب-تونس"، ومن شأنها كذلك الدفع بالتطور المغربي في عدة نواحي، وفي سياق متصل، أوضح السيد خليفاتي، مدير "اليانس" للتأمينات أنهم جاهزون كشركة تأمينات للمساهمة في المشروع وأنهم مع بعث التبادلات التجارية بين الجزائر والمغرب من

دعا رجال أعمال جزائريون منتمون إلى نادي التفكير والعمل لأرباب المؤسسات إلى فتح نقطة عبور تجارية واقتصادية بين الجزائر والمغرب لانعاش المنطقة وزيادة حجم التبادل في خطوة نحو إنعاش الاقتصاد المحلي وتشجيع المبادلات التجارية داخل حدود المغرب العربي الكبير قصد خلق اقتصاد مغاربي موحد، بعيدا عن مشاكل السياسة وكل ما يتعلق بها. وأرجع سليم عثمانى -رئيس مدير عام المعمل الجزائري الجديد للمصبرات "عصير الرويبة"، ونائب مدير نادي التفكير والعمل لأرباب المؤسسات- الذي نشط ندوة إعلامية في هذا السياق أمس، بفندق الهيلتون بالعاصمة- سبب الركود وتراجع الاقتصاد المغربي إلى التأثيرات